

## L'Afrique subsaharienne continent de la pauvreté ou continent émergent ?



### I) Les blocages au développement

#### **Document 1 = La lutte contre la pauvreté, un défi d'abord africain L'Afrique contre la pauvreté (1/6). Le monde série publiée en 2019**

le bilan dressé à longueur de rapports sur la situation du continent reste bloqué sur les retards qu'il ne parvient pas à résorber. Un chiffre suffit souvent à les résumer : 40 % de la population, soit plus de 400 millions de personnes, vit encore en dessous du seuil de l'extrême pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour (1,70 euro) selon les critères internationaux. Des progrès ont été réalisés, mais à un rythme bien plus lent que dans les autres régions en développement, en particulier l'Asie.

Les flamboyantes années de croissance portées à partir des années 2000 par les cours élevés des matières premières ont peu contribué à améliorer le quotidien des plus démunis. « *L'extrême pauvreté devient un problème essentiellement africain* », résumait la Banque mondiale dans un rapport publié en 2018. L'Afrique subsaharienne concentrait un quart de l'extrême pauvreté en 1990, la moitié en 2015. Sans changement profond et dans un contexte de forte croissance démographique, ce chiffre atteindra, selon la Banque mondiale, 90 % en 2030. Soit l'année que se sont fixée les pays signataires des Objectifs de développement durable pour éliminer l'extrême pauvreté... Le continent apparaît d'ores et déjà disqualifié.

Pourquoi certains pays semblent-ils condamnés à l'échec ? Dans un ouvrage paru en 2007 et qui avait fait grand bruit, *The Bottom Billion* (« le milliard des laissés-pour-compte »), Paul Collier, professeur d'économie à l'université d'Oxford, avançait quatre raisons : la répétition des conflits, la fameuse malédiction des matières premières, l'enclavement au milieu de voisins nuisibles et la mauvaise gouvernance, d'autant plus pénalisante dans de petites économies. Pour conjurer

ce funeste destin, il appelait à une concentration massive de l'aide internationale sur ces pays décrocheurs, recommandait des interventions armées pour mettre un terme aux conflits et l'octroi de préférences commerciales plus généreuses...

La majorité des pays de la région cochent une ou plusieurs cases de ces quatre « pièges » décrits par Paul Collier. Pour autant, certains sont parvenus à croître et à se transformer. L'Éthiopie ou le Rwanda en sont des exemples. Mais l'expérience des vingt dernières années a aussi montré que cette croissance seule ne suffisait pas à améliorer le quotidien du plus grand nombre si elle n'était pas partagée. Peu de statistiques existent ou sont assez fiables pour décrire l'étendue de ces inégalités que les politiques de développement préconisées par les institutions internationales entendent désormais cibler pour faire reculer la pauvreté.

**Source = le monde**

## **Document 2 : Croissance démographique versus croissance économique / Jean Pierre Guéguant sur le site vie publique**

La population de l'Afrique subsaharienne aura été multipliée par près de 5 fois entre 1960 et 2020, contre 2,7 fois pour l'ensemble de l'Asie et 3 fois pour l'Amérique latine. Elle a dépassé le milliard en 2017. Elle représente dorénavant 14% de la population mondiale, contre 7% en 1960.

Les données sur l'évolution des produits intérieurs bruts (PIB) et des PIB par tête dans les grandes régions du monde indiquent des performances moindres pour l'Afrique subsaharienne. En effet, si entre 1960 et 2018 son PIB a été multiplié par 7,0, son PIB par tête n'a augmenté que de 50%. Dans le même temps, le PIB par tête de l'Amérique latine a été multiplié par 2,6, celui de l'Asie du Sud par 5,7 et celui de l'Asie de l'Est par 22.

La faiblesse des performances africaines résulte de plusieurs facteurs : fluctuations des prix des matières premières, politiques économiques inadaptées, programmes d'ajustement structurel..., mais aussi, ce qui est souvent oublié, très fortes croissances démographiques.

Dans les années 1960, la fécondité était proche de 6 à 7 enfants par femme dans les quatre grandes régions considérées ici. Les PIB par tête (en dollars constants 2010) étaient d'environ 300 dollars pour l'Asie de l'Est et l'Asie du

Sud, 1 100 dollars pour l'Afrique subsaharienne (près de quatre fois plus) et environ 3 700 dollars pour l'Amérique latine.

La baisse de la fécondité a commencé en Asie et en Amérique latine dans les années 1960. Elle a été brutale en Asie de l'Est, plus régulière en Asie du Sud et en Amérique latine, mais tardive et lente en Afrique subsaharienne.

Parallèlement, la croissance économique en Asie de l'Est s'est accélérée.

L'augmentation du PIB par tête y a dépassé en moyenne 5% par an dès la fin des années 1970, pour atteindre plus de 7% depuis 2000, ce qui permet un doublement de son PIB par tête tous les dix ans. En Asie du Sud, l'évolution a été similaire, bien que de moindre ampleur. L'augmentation des PIB par tête n'y a dépassé en moyenne les 5% par an qu'à partir du milieu des années 2000.

En Amérique latine et en Afrique subsaharienne, l'augmentation des PIB par tête a été moindre et irrégulière. En Afrique subsaharienne, la croissance économique moyenne de 4,5% par an des années 2000 à 2018 n'a conduit à une augmentation du PIB par tête que de 1,7% par an. En effet, la croissance démographique (2,8%) a absorbé 62% de la croissance économique (contre 10% et 25% en Asie de l'Est et en Asie du Sud).

Ainsi, en 2018, l'Amérique latine avait toujours le PIB par tête le plus élevé de ces grandes régions du monde (environ 9 500 dollars constants 2010), suivie par l'Asie de l'Est (6 500 dollars), l'Asie du Sud (1 900 dollars) et l'Afrique subsaharienne avec un PIB par tête d'environ 1 650 dollars constants 2010 correspondant à près de 1 600 dollars courants.

Ces évolutions économiques sont clairement liées aux dynamiques démographiques. La maîtrise rapide de la fécondité et de la croissance de la population en Asie de l'Est a permis aux pays de cette région de bénéficier très tôt d'un dividende démographique important. Des politiques volontaristes de promotion de la contraception et de la famille réduite y ont été combinées avec des politiques d'amélioration de leur capital humain et de diversification économique. Avec retard et moins vigoureusement, les pays de l'Asie du Sud ont suivi la même voie et leur PIB par tête s'est accru depuis 1960 quatre fois moins que celui de l'Asie de l'Est.

Dans les deux cas, il a été estimé que 45% de l'augmentation de leurs revenus par tête s'expliquait par la diminution de leurs pourcentages de jeunes à charge (et donc de leurs taux de dépendance), et la réalisation d'un dividende

démographique. L'Amérique latine, en revanche, ne semble pas avoir bénéficié d'un tel dividende, du fait de politiques économiques et sociales inadéquates.

Enfin, en Afrique subsaharienne, l'augmentation du PIB et du PIB par tête a été bridée par l'importance des investissements à réaliser, en termes de santé et d'éducation notamment, du fait d'une croissance démographique qui s'est maintenue au-dessus de 2,5% par an depuis le milieu des années 1960. Cette forte croissance démographique a donc été plutôt un frein à son développement.

Après des taux de croissance économique supérieurs à 5% par an entre 2000 et 2014, la croissance de l'Afrique subsaharienne a été divisée par deux pour s'établir à 2,2% en moyenne entre 2015 et 2018 du fait notamment de la baisse des prix mondiaux du pétrole et des matières premières. Mais, selon les estimations 2019 du Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique devrait reprendre, quoique dans un climat de fortes incertitudes, et se stabiliser à près de 4% à moyen terme. Toutefois, le maintien de taux de croissance démographique supérieurs à 2% par an d'ici à 2040 devrait continuer à absorber la moitié, voire davantage, de la croissance économique espérée.

Ces chiffres globaux masquent toutefois des différences considérables entre pays. Environ la moitié des pays dont les performances économiques ne sont pas trop dépendantes des exportations de pétrole et de matières premières pourraient enregistrer des taux de croissance de 5% par an ou plus, ce qui leur permettrait d'avoir à moyen terme des augmentations de leurs PIB par tête plus rapides que dans le reste du monde. Selon les projections faites pour les années 2019-2024, seuls 21 pays sur les 45 pays de la zone subsaharienne pour lesquels on dispose des données pourraient avoir une croissance économique moyenne égale ou supérieure à 5% par an.

*Source = vie publique Jean-Pierre Guequant*

***Document 3 = La population de l'Afrique va-t-elle quadrupler d'ici la fin du siècle ? Par Gilles Pison Publié le 20 septembre 2017 le monde***

Bien que la natalité ne cesse de baisser sur le continent, l'excédent des naissances est encore beaucoup plus élevé que le nombre des décès.

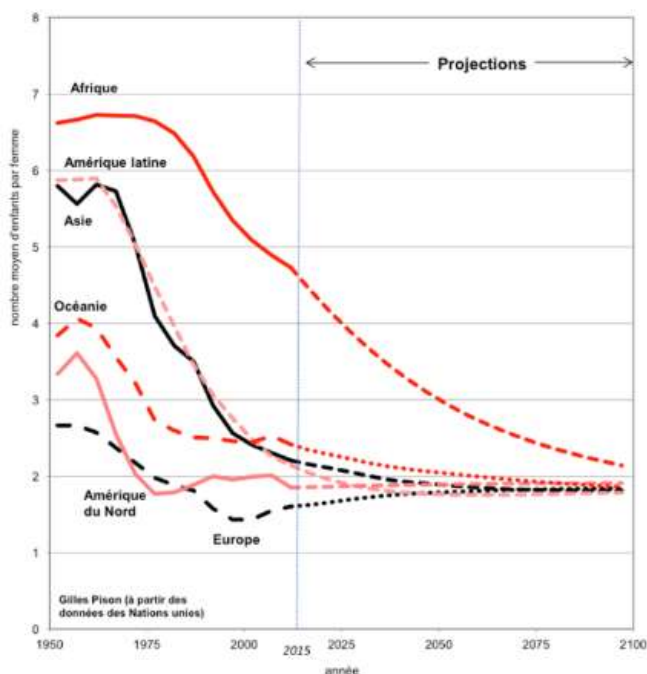
La fécondité diminue bien en Afrique intertropicale mais dans les milieux instruits et en villes plus que dans les campagnes, où vit encore la majorité de la

population. Plusieurs facteurs pourraient expliquer que la baisse de la fécondité y soit pour l'instant plus lente que celle observée il y a quelques décennies en Asie et en Amérique latine.

L'Afrique se développe sur le plan économique, mais lentement, et sans encore avoir atteint le niveau des pays asiatiques ou latino-américains à l'époque où leur fécondité a commencé à diminuer fortement.

Or le développement économique et la baisse de la fécondité vont souvent de pair, la seconde étant souvent considérée comme une conséquence du premier. L'instruction des femmes est un facteur-clé dans ce processus : celles ayant été à l'école mettent moins d'enfants au monde que celles qui n'y sont pas allées. Les pays asiatiques et latino-américains ont beaucoup investi dans l'éducation pour tous il y a quelques décennies. Si l'éducation progresse en Afrique intertropicale, notamment chez les femmes, elle n'atteint toujours pas les niveaux observés en Asie et en Amérique latine lorsque la baisse de la fécondité s'est enclenchée dans ces continents.

Figure 3. Évolution de la fécondité par région du monde de 1950 à 2015 et projections jusqu'en 2100 (scénario moyen des Nations unies)



Données des Nations unies. ONU

Un autre facteur évoqué pour expliquer cette moindre baisse de la fécondité en Afrique est le partage des coûts pour élever les enfants. En Afrique, une partie des enfants est élevée par d'autres adultes que les parents – un grand parent, un oncle, une tante – ceux-ci prenant en charge les frais pour les nourrir, les

habiller et les envoyer à l'école. Partout dans le monde, les humains font progressivement le choix d'avoir peu d'enfants, investissant sur chacun d'eux pour leur assurer une vie longue et de qualité, ce qui n'est pas possible quand il y en a beaucoup. Mais si avoir un enfant de plus n'entraîne pas de dépenses accrues du fait qu'il sera pris en charge par d'autres, l'incitation à avoir peu d'enfants reste moindre.

La fécondité baisse plus lentement en Afrique qu'en Asie et en Amérique latine il y a quelques décennies ; et cela ne vient pas d'un refus de la contraception chez les Africains.

La plupart des familles rurales ne se sont certes pas encore converties au modèle à deux enfants, mais elles souhaitent avoir moins d'enfants et notamment plus espacés. Elles sont prêtes pour cela à utiliser la contraception mais ne bénéficient pas de services adaptés pour y parvenir.

Les programmes nationaux de limitation des naissances existent mais sont peu efficaces, manquent de moyens, et surtout souffrent d'un manque de motivation de leurs responsables et des personnels chargés de les mettre en œuvre sur le terrain. Parmi les rares exceptions, le Rwanda, l'Éthiopie, et le Malawi, pays où les autorités sont très engagées en faveur de la famille de petite taille et ont fait de la diminution de la fécondité une de leurs priorités.

Au Rwanda, celle-ci a connu l'une des plus fortes baisses du continent, y diminuant de plus de 20 % en une décennie (elle est passée de 5,4 enfants par femme au début des années 2000 à 4,2 au début des années 2010). Mais dans la plupart des autres pays d'Afrique intertropicale, les responsables et les élites ne sont pas persuadés de l'intérêt de limiter les naissances y compris au plus haut niveau de l'Etat, même si ce n'est pas le discours officiel tenu aux organisations internationales. C'est là encore l'une des différences avec l'Asie et l'Amérique latine des années 1960 et 1970.

Pour convaincre les gouvernements africains de faire de la limitation des naissances une de leurs priorités, les organisations internationales leur font miroiter un « dividende démographique ».

En effet, quand la fécondité chute rapidement dans un pays, la part des jeunes diminue fortement sans que la part des personnes âgées n'augmente sensiblement au début. En conséquence, la part de la population d'âge actif

augmente beaucoup, offrant une opportunité au pays de se développer économiquement. Cette situation favorable ne dure qu'un moment. Quelques décennies après, les personnes d'âge actif très nombreuses ont vieilli et augmentent alors considérablement le poids de la population âgée.

On estime qu'un certain nombre de pays asiatiques, dont la Chine, ont bénéficié de ce dividende et qu'il a pu représenter jusqu'à 10 à 30 % de leur croissance économique. En revanche, les pays d'Amérique latine n'en auraient pas bénéficié pour la plupart, faute d'emplois créés en quantité suffisante pour occuper le surcroît de personnes d'âge actif.

Mais si l'Asie et l'Amérique latine se sont engagées dans la famille de petite taille, ce n'est pas en espérant bénéficier d'un dividende démographique – on n'en parlait pas à l'époque. Les gouvernements ont développé des politiques de limitation des naissances pour réduire la croissance de la population jugée trop rapide pour un bon développement du pays.

Dans le cas de l'Afrique, les conditions pour qu'un dividende démographique ait lieu ne sont pas réunies : la fécondité baisse à un rythme trop lent ; et à supposer qu'elle se mette à baisser rapidement, les perspectives de croissance des emplois sont modestes et ne permettront sans doute pas d'absorber la main-d'œuvre supplémentaire. Au cas peu probable où il y aurait un dividende démographique, celui-ci n'est qu'une perspective lointaine, dans quelques décennies.

L'Afrique n'échappera pas à une multiplication par deux de sa population d'ici 2050 en raison de l'inertie démographique que nul ne peut empêcher. Selon son développement économique dans les prochaines années, la progression de l'instruction chez les femmes et les politiques en faveur de la famille de petite taille, en 2100, elle sera trois, quatre, cinq, ou six fois plus nombreuse qu'aujourd'hui.

***Source le monde / Gilles Pison est professeur au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN-Sorbonne universités) et chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (INED)***

## **I) Un continent qui change**

**Document 3 = source Carnet de santé » : la série qui prend le pouls de l'Afrique**

**Chaque mercredi, « Le Monde Afrique » propose une enquête, un reportage ou une analyse pour décrypter les avancées des soins et de la prévention sur le continent.**

En Afrique, les maladies du XXI<sup>e</sup> siècle sont déjà là. Ce n'est pas le professeur Lamine Gueye, recteur de l'université Alioune-Diop de Bambey, qui dira le contraire. *« Au Sénégal, les maladies cardiovasculaires sont devenues un véritable problème de santé publique, dit-il. Un quart des personnes de plus de 20 ans souffrent d'hypertension, tandis que le paludisme concerne désormais seulement 1 % de la population. L'hypertension est d'autant plus préoccupante qu'elle est méconnue par la population et rarement dépistée. Elle est diagnostiquée trop tard, lorsque des complications comme les attaques cérébrales sont déjà là. »*

Le Sénégal ne fait pas figure d'exception sur le continent. En effet, si les principales maladies mortelles demeurent les infections des voies respiratoires (101,8 morts pour 100 000 habitants), le VIH (76,8) et les maladies diarrhéiques (65 morts), elles sont désormais talonnées par les accidents vasculaires cérébraux (44,6) et les maladies cardiovasculaires (44,5). Ces maladies chroniques sont aujourd'hui responsables de plus de morts que le paludisme et la tuberculose, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais surtout, alors que la mortalité liée aux maladies transmissibles a enregistré une baisse significative entre 2000 et 2015 (– 66 % pour le paludisme, – 57 % pour le sida et – 52 % pour les maladies diarrhéiques), celle provoquée par des maladies non transmissibles, liées au mode de vie et à l'environnement, stagne.

Pour de nombreux observateurs, l'Afrique est en train de faire face à sa transition épidémiologique. C'est effectivement ce que montrent les statistiques. Aujourd'hui, un Africain de 30 à 70 ans a une probabilité de mourir de l'une des principales maladies non transmissibles (affections respiratoires chroniques, maladies cardiovasculaires, cancer et diabète) comparable à la tendance mondiale, soit 19,4 %, rappelle l'OMS. Pour autant, même si leur poids diminue, les maladies infectieuses sont loin d'être éliminées et continuent leurs ravages dans de nombreux pays : 26 millions de personnes vivent avec le VIH et 93 % des décès par paludisme sont enregistrés en Afrique.



« *L’Afrique doit faire face à un double fardeau : les maladies infectieuses ne sont pas encore totalement éliminées, tandis que les maladies chroniques représentent un poids de plus en plus important* », précise le professeur Antoine Flahault, directeur de l’Institut de santé globale à l’université de Genève, qui souligne que cette montée en puissance des maladies chroniques peut aussi être analysée positivement, « *car elle est un signe de développement et de vieillissement de la population* ».

Comme dans les pays industrialisés, les maladies cardiovasculaires sont au centre de la transition sanitaire en cours depuis les années 1980. Et les données sont plutôt alarmantes. Ainsi, le pourcentage d’adultes hypertendus oscillerait entre 16 et 40 % en Afrique subsaharienne, selon une revue de littérature publiée en mars 2018 dans le *Journal de médecine vasculaire*. Dans plus de deux tiers des cas, la maladie n’est pas diagnostiquée et lorsqu’elle l’est, les patients ne se traitent pas. Mal prise en charge, l’hypertension fait le lit de l’insuffisance cardiaque, de l’accident vasculaire cérébral ou encore de l’insuffisance rénale.

Même constat avec le diabète. Quasi inexistant dans les années 1980, il concerne aujourd’hui 6 % de la population subsaharienne. Là encore, une grande majorité des personnes atteintes de diabète (69,2 %) ignorent leur état. Or le nombre de diabétiques sur le continent devrait doubler d’ici à 2045, pour atteindre les 41 millions de personnes.

Les raisons de cette explosion des maladies cardiovasculaires ? L’urbanisation, la sédentarisation, l’alimentation plus riche, l’alcool, le tabagisme, la pollution automobile et industrielle... le tout chez des populations plus vulnérables. « *Les personnes qui ont connu des carences alimentaires au cours de leur développement fœtal et de l’enfance ont plus de risques de développer des maladies chroniques comme l’obésité, le diabète et l’hypertension lorsque l’alimentation et le mode de vie deviennent “obésogènes”* », explique le professeur Yves-Martin Prével, de l’Institut de recherche pour le développement (IRD).

**Document 4 = L’ex du Ghana / Le Ghana, ce pays encore pauvre qui ne veut plus de l’aide internationale**  
***L’Afrique contre la pauvreté (4/6). Pour accélérer le développement et réduire les inégalités, l’Etat parie sur les marchés financiers plutôt que sur l’appui du FMI.***

**Par Marie de Vergès et Dylan Gamba Publié le 26 août 2019**

Souvent montré en exemple pour ses acquis démocratiques et sa robuste croissance, cet Etat anglophone d'Afrique de l'Ouest donne des raisons d'espérer. L'ancienne Gold Coast est le premier pays d'Afrique subsaharienne à avoir atteint l'objectif numéro 1 du millénaire pour le développement (OMD), visant à diviser par deux le taux d'extrême pauvreté. Celui-ci est passé de 52 % en 1992 à 28 % en 2006, puis à 24 % en 2013, selon les statistiques ghanéennes. Un résultat obtenu grâce à l'accélération de la croissance dans les années 2000, le Ghana tirant profit d'une économie riche en matières premières de toutes sortes (or, bauxite, manganèse, mais aussi cacao, café, noix de cajou, etc.) et de la découverte de gisements de pétrole.

Cet essor a aussi permis une amélioration de l'indice de développement humain, mesuré à travers le revenu brut par habitant, l'espérance de vie à la naissance et l'accès à l'éducation. « *Le Ghana est l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne classés dans la catégorie des pays à développement humain moyen* », souligne l'économiste Selin Ozyurt dans un rapport de l'Agence française de développement (AFD) publié en juin. Profitant de rentrées de devises lors des années de forte croissance, le gouvernement a mis sur pied plusieurs programmes d'aide sociale. Le plus emblématique, le revenu de subsistance contre la pauvreté, a été lancé en 2008 : selon les autorités, 330 000 foyers touchent aujourd'hui une allocation et s'acquittent, en échange, de certaines obligations, comme la scolarisation de leurs enfants.

Ce tableau flatteur ne doit pourtant pas faire illusion. Malgré une forte hausse du produit intérieur brut (PIB), peu d'emplois sont effectivement créés. « *La croissance économique n'est pas très forte dans le secteur industriel, qui serait à même de créer des emplois. De nombreux Ghanéens sont autoentrepreneurs et vivent du commerce ou de l'agriculture, et le secteur pétrolier ne pourvoit pas beaucoup d'emplois* », souligne Andy McKay, professeur en développement économique à l'université du Sussex et spécialiste du Ghana.

Autre point noir : les inégalités. « *Les avantages de la croissance économique record enregistrée au cours de la dernière décennie ont profité essentiellement aux riches. L'inégalité est plus grande que jamais au Ghana* », se désolait ainsi, dans un rapport publié au printemps 2018, Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté, à la suite d'une mission d'enquête dans le pays. Le diplomate australien regrettait le faible niveau des dépenses consacrées à la protection sociale : seulement 1,4 % de sa richesse nationale, soit moins que

ses voisins. Et si le Ghana a « *de nombreux programmes admirables* », poursuivait-il, « *il n'existe pas de vrai plan pour les financer de manière adéquate* ».

Le détail fin des données révèle, de fait, une situation très contrastée. Tout va bien pour les plus riches : le contingent de millionnaires en dollars est passé de 1 900 en 2006 à 2 900 en 2016, et devrait encore croître de 80 % d'ici à 2026. En revanche, le nombre de pauvres n'a quasiment pas régressé au cours de la dernière décennie. En moyenne, un quart de la population du Ghana vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. Et dans certaines zones – en particulier le Nord, rural et enclavé –, le dénuement peut toucher 70 % des habitants.

La plus grande ville septentrionale du pays, Tamale, située à une centaine de kilomètres de la frontière avec le Burkina Faso, est surnommée « la capitale des ONG ». De nombreuses organisations humanitaires y sont présentes pour pallier l'incurie de l'Etat. Les habitants de cette région sont, la plupart du temps, agriculteurs et éleveurs et ne disposent pas d'infrastructures publiques de base, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. « *Certaines régions du pays ne peuvent pas se passer de l'aide internationale, c'est notamment le cas du nord du pays* », avance Andy McKay, qui estime que des investissements sont primordiaux dans les écoles et l'agriculture.

La proximité géographique du Burkina Faso, pays déstabilisé depuis plusieurs années par des attaques terroristes, freine le développement de la région. Le Nord fait également face à un exode rural vers les grandes villes du pays, Kumasi et Accra.

### ***Document 5 = L'Afrique du Sud se met à l'heure du salaire minimum national***

Sorti de la récession à l'été 2018, le géant africain cherche à réduire les importantes inégalités de revenus, héritées de l'apartheid, qui frappent la population. Mais beaucoup estiment l'instauration du salaire minimum insuffisante. Adrien Barbier source le Monde

Vingt rands de l'heure, soit 1,25 euro, ou encore 219 euros par mois pour une semaine de quarante heures : c'est le nouveau salaire minimum entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier en Afrique du Sud. Mais, dans l'une des rues de Melville, un quartier branché de Johannesburg couru pour ses bars et ses restaurants, Mpumelelo (le prénom a été modifié), qui décharge un camion de livraison,

n'est pas au courant. « *Moi je suis payé 17 rands de l'heure. D'habitude, nos patrons augmentent nos salaires en janvier, mais pour l'instant ils ne nous ont rien dit* », explique-t-il, un carton de chips et de briques de jus dans les bras.

Ce Sud-Africain de 36 ans travaille quarante-cinq heures par semaine, « *parfois plus lorsque l'on est bloqué dans les bouchons* », et a du mal à joindre les deux bouts. « *On est tout le temps en train de devoir de l'argent à quelqu'un, parfois des gens véreux, c'est fatigant. Donc, oui, si on nous augmente, ça fera une différence, mais j'attends de voir* », explique-t-il, avec prudence.

Présentée comme une avancée historique, réclamée par les syndicats depuis la chute de l'apartheid dans les années 1990, l'introduction d'un « salaire minimum national » est accueillie avec une certaine indifférence dans le pays de Nelson Mandela. Jusque-là, des seuils de revenus étaient négociés au niveau des branches et des professions et fixés par le ministère du travail, avec en réalité des écarts de salaires mirobolants en fonction des couches sociales.

L'Afrique du Sud détient ainsi le coefficient de Gini – utilisé pour mesurer les inégalités de revenus dans un pays – le plus élevé du monde, à 0,63, selon un rapport de la Banque mondiale diffusé en mars 2018. « *50 % des foyers reçoivent 8 % du revenu national, tandis que 10 % des foyers les plus riches se partagent 55 % du revenu national* », note le rapport

## **Document 6 A la recherche de la classe moyenne africaine**

*Si les critères d'appartenance à cette classe intermédiaire font encore débat, le constat d'une amélioration du niveau de vie sur le continent est plus largement partagé, malgré des disparités géographiques persistantes. Par Marie de Vergès  
Publié le 08 avril 2018 source le monde*

A Nairobi voisinent des réalités difficilement conciliables. Celle de Kibera, par exemple, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, situé dans le sud de la capitale kényane, où s'entassent des centaines de milliers de personnes au milieu des débris. Et celle de ces centres commerciaux à l'architecture clinquante qui poussent comme des champignons après la pluie, le long des avenues embouteillées. Inauguré en 2016, à moins de quinze kilomètres de Kibera, le Hub Karen est l'un de ces nouveaux temples de la consommation. Carrefour et Burger King y ont déjà élu domicile, parmi plus de quatre-

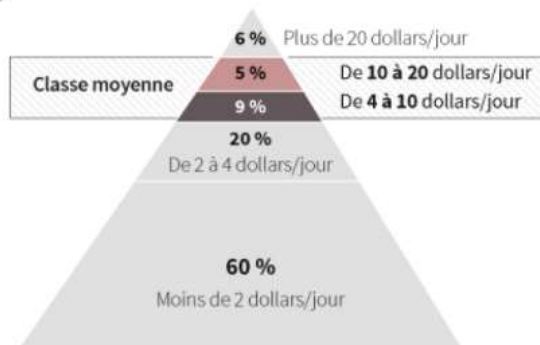
vingts enseignes, et Decathlon devrait suivre, avec l'ouverture d'un magasin prévue au deuxième semestre.

Le Kenya est un pari logique pour le spécialiste français des articles de sport, qui se développe depuis trois ans en Afrique en suivant deux directions : « *Les pays avec un pouvoir d'achat déjà conséquent, comme le Maroc ou l'Afrique du Sud, et ce que j'appelle l'axe Dakar-Nairobi, c'est-à-dire les pays où la classe moyenne va devenir de plus en plus importante* », explique Valéry Guers, responsable de l'entreprise sur place.

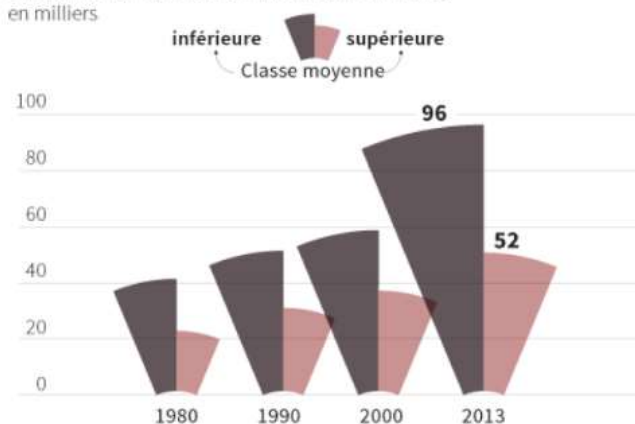
## Les classes moyennes africaines, un marché grandissant inégalement réparti

### 1 Une classe moyenne de plus en plus importante

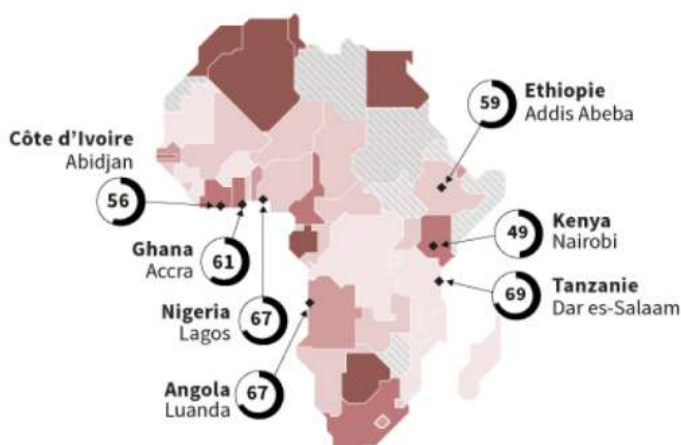
RÉPARTITION EN % DE LA POPULATION AFRICAINE PAR REVENUS, en 2015



ÉVOLUTION D'INDIVIDUS DE LA CLASSE MOYENNE, en milliers



PART DE LA POPULATION APPARTENANT À LA CLASSE MOYENNE (de 4 à 20 dollars par jour), en 2010, en %



## La taille de la classe moyenne africaine divise les experts

La classe moyenne africaine évaluée plus de 350 millions de personnes par la Banque africaine de développement est jugée surévaluée. Source le monde 2015

« Nous pensons que ce serait la prochaine Asie, mais nous avons réalisé que la classe moyenne ici dans la région est très petite et n'est pas vraiment en progression. » La déclaration de Cornel Krummenacher, responsable de la zone Afrique équatoriale chez Nestlé, a fait du bruit. Dans les pages du *Financial Times* du mardi 16 juin, le géant de l'alimentaire a annoncé une réduction de 10 % de ses effectifs en Afrique équatoriale.

Mais au regard des effectifs globaux du groupe sur le continent, la coupe est plus une goutte d'eau qu'un torrent. La réduction concerne 60 personnes sur 11 000, soit 0,5 % de son effectif total en Afrique. Un chiffre bas qui « ne représente en rien une restructuration importante, ni un désengagement de Nestlé en Afrique », affirme-t-on au siège du

groupe. Mais le motif de la maigre réduction de cette force de frappe sur le continent soulève une interrogation : et si l'émergence de la classe moyenne en

Afrique, représentant plus d'un Africain sur trois selon la Banque africaine de développement (BAD), était surestimée ?

### **Une définition trop large**

La réponse est à chercher dans la définition même de la classe moyenne africaine, établie par les divers instituts de mesure. Pour la BAD, un Africain appartient à la classe moyenne lorsque son revenu quotidien est compris entre 2,2 et 20 dollars. Selon ce critère, près de 370 millions de personnes appartiennent à la classe moyenne, soit 34 % des quelque 1,1 milliard d'habitants du continent.

Mais il y a une réalité que les chiffres ne disent pas. Selon le cabinet Deloitte, 60 % des Africains considérés comme appartenant à la classe moyenne vivraient avec 1,7 à 3,5 euros par jour. « *La BAD considère que lorsqu'un Africain a plus de 2 dollars par jour pour vivre, il n'est plus pauvre et donc appartient à la classe moyenne* », regrette Florence de Bigault, directrice du développement d'Ipsos.

Pour l'institut, les critères de définition de la classe moyenne africaine manquent parfois de précision et peuvent mettre dans le même sac des personnes au niveau de ressources pourtant très différent.

Aussi l'institut de sondage a-t-il fait ses propres prévisions, dans l'étude « *la classe moyenne africaine* » réalisée pour le groupe CFAO (leader de la distribution en Afrique) qui devrait être publiée en septembre prochain et dont les grandes lignes ont été présentées jeudi 18 juin lors de la conférence annuelle de l'African Business Lawyer's club portant sur les classes moyennes et les biens de consommation en Afrique.

Plutôt que de fonder son étude sur les ressources individuelles, Ipsos s'appuie sur celles des ménages et distingue deux catégories de classes moyennes. La plus basse regroupe les ménages dont le revenu est compris entre 12 et 25 dollars par jour environ. La plus haute concerne les ménages ayant entre 25 et 50 dollars par jour. Selon cette méthode, le poids de la classe moyenne africaine sur le continent s'approcherait davantage des 13 % que des 34 %, représentant près de 143 millions d'Africains.

Ce chiffre revu à la baisse ne veut pas dire que l'heure de l'avènement de la classe moyenne africaine n'a pas sonné. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance sur le continent de 5,8 % en 2015 et ce taux est

largement soutenu par l'essor de la classe moyenne. « *Cette classe se développe en Afrique, c'est certain. Elle va porter la société de consommation* », affirme Florence de Bigault. Une opportunité économique que les grands groupes étrangers soucieux de conquérir de nouveaux marchés saisissent de plus en plus. D'ici deux ans, l'Afrique pourrait devenir le second marché recevant le plus d'investissements de la part des sociétés européennes de biens de consommation.

### ***Document 7 L'émergence africaine existe-t-elle vraiment ?***

***Le concept, mis à toutes les sauces économiques, a remplacé le terme de développement. Sans parvenir à définir la diversité de situations sur le continent.***

***Par Thierry Vircoulon Publié le 04 juillet 2018 à 12h15 - Mis à jour le 04 juillet 2018 à 12h15***

Depuis quelques années, le terme émergence est employé pour définir ce qui serait la nouvelle trajectoire de l'Afrique subsaharienne. Ce terme a remplacé le mot développement qui fait aujourd'hui complètement *has been*. Au XX<sup>e</sup> siècle, l'Afrique subsaharienne était censée se développer. Au XXI<sup>e</sup> siècle, elle est censée émerger. Ainsi, sur 54 pays africains, 37 ont lancé un plan visant à devenir un émergent à moyen terme.

L'émergence signifie que des mutations socio-économiques profondes sont à l'œuvre. L'urbanisation est rapide et change les modes de vie. Une classe moyenne fait son apparition. Les perspectives de croissance des économies africaines – qui sont qualifiées de « lions » ou d'« éléphants » en fonction des rapports – sont prometteuses et pérennes. Les entrepreneurs africains innovent et créent de nouveaux biens et des services grâce aux technologies numériques qui connectent les Africains à d'autres mondes. Les femmes africaines luttent pour améliorer leur statut dans la société.

Mais le nouveau concept d'émergence résume-t-il vraiment la trajectoire de l'Afrique depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, alors que les bienfaits de la globalisation sont de plus en plus mis en doute, qu'une nouvelle crise de la dette pointe à l'horizon et que des centaines de milliers d'Africains fuient le continent au péril de leur vie ?



Depuis plus d'une décennie, ce concept domine le discours sur l'Afrique et une conférence sur l'émergence a lieu chaque année à l'initiative du président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara.

L'émergence se caractérise par :

- un taux de croissance à deux chiffres ;
- la formation d'un marché de consommation et de son corollaire sociologique, une classe moyenne autrefois inconnue ;
- un regain d'investissements privés importants qui signale l'attractivité des marchés africains ;
- l'accès d'une part grandissante de la population aux nouvelles technologies de la communication.

Entre 2001 et 2010, six des dix pays avec le taux de croissance économique le plus élevé au monde étaient africains : l'Angola (1<sup>er</sup>), le Nigeria (4<sup>e</sup>), l'Ethiopie (5<sup>e</sup>), le Tchad (7<sup>e</sup>), le Mozambique (8<sup>e</sup>) et le Rwanda (10<sup>e</sup>)

Les nouvelles technologies se répandent à un rythme soutenu en Afrique avec un taux de pénétration de l'Internet mobile qui doit passer pendant la période 2016-2020 de 26 % à 38 % de la population. Et dans un rapport qui est devenu célèbre (« Le milieu de la pyramide : les dynamiques de la classe moyenne africaine »), la Banque africaine de développement (BAD) estimait en 2011 qu'environ 370 millions d'Africains appartenaient à la classe moyenne, soit 34 % de la population du continent. Bref, l'émergence est une façon de dire que l'Afrique se met au diapason des évolutions du XXI<sup>e</sup> siècle.

Comme tout phénomène nouveau, l'émergence a son observatoire. En 2017, un cercle de réflexion d'experts africains, l'Observatoire pour l'émergence en Afrique, a rendu publique la première édition de son « Index de l'émergence en Afrique ». Ce travail fournit une définition de l'émergence et pratique le classement par indicateurs.

L'émergence est définie comme « *un processus de transformation économique soutenue qui se traduit par des performances aux plans social et humain, et qui prend place dans un contexte politique et institutionnel stable susceptible d'en assurer la soutenabilité* ». L'index de l'émergence est une tentative d'objectiver le processus d'émergence avec des indicateurs empruntés à d'autres outils

d'évaluation, tels que l'indicateur de développement humain du PNUD et les indicateurs de gouvernance institutionnelle développés par la Banque mondiale.

L'index de l'émergence en Afrique établit ainsi une classification des pays africains en les qualifiant d'« émergent », de « seuil », de « potentiel », ou « autre ». Selon cet index, il n'y aurait que 11 pays émergents en Afrique sur 54. Les résultats sont, par ailleurs, très contrastés non seulement selon les régions du continent mais à l'intérieur même de ces régions. En 2018, que reste-t-il de la croissance pérenne et des champions de l'émergence d'il y a dix ans : Mozambique, Angola, Nigeria, Ethiopie, Tchad et Rwanda ? Comme le montrent le graphique et la carte ci-dessous, pas grand-chose.

Parmi eux, le Rwanda est le seul à confirmer dans la durée ses bonnes performances (taux moyen de croissance du PIB de 8 % de 2001 à 2015, réduction du taux de pauvreté de 44 % à 39 %, etc.).

Après avoir tenté de dissimuler au moins 2 milliards de dollars d'emprunts, le Mozambique est en pleine crise de surendettement. L'Angola est passé d'un taux de croissance du PIB de 20 % en 2006 à 1 % en 2017 et a frôlé le défaut de paiement. Le Nigeria – qui est entré en récession en 2016 (-1,6 %) sous l'effet de la chute des cours du baril – n'en sort que très timidement en 2017 (+0,8 %). L'Ethiopie connaît une crise politique complexe depuis 2015. Et le Tchad, producteur de pétrole depuis le début du siècle, fait la manche auprès des pays du Golfe et vient s'ajouter à la longue liste des pays qui peinent à payer leurs fonctionnaires. Les marges de manœuvre budgétaires de ces gouvernements sont réduites à peu de choses après deux ou trois années extrêmement difficiles.

## Les rois de la croissance sont en Afrique

### TOP 10

Taux de croissance du PIB, 2018

GHANA	1	8,3 %
ÉTHIOPIE	2	8,2 %
INDE	3	7,3 %
CÔTE D'IVOIRE	4	7,2 %
DJIBOUTI	5	7 %
CAMBODGE	6	6,9 %
BHOUTAN	7	6,9 %
SÉNÉGAL	8	6,9 %
TANZANIE	9	6,8 %
PHILIPPINES	10	6,7 %

En 2018, sur les dix pays présentant la plus forte croissance, six sont africains.



En ce qui concerne les classes moyennes africaines érigées en symbole du dynamisme du continent et en nouveau marché prometteur du capitalisme de consommation, l'enthousiasme initial du rapport de la BAD en 2011 a été tempéré par d'autres études.

En effet, pour la BAD, un Africain appartient à la classe moyenne lorsque son revenu quotidien est compris entre 2,2 et 20 dollars. Mais appartenir à la classe moyenne ne signifie pas seulement être capable de se nourrir, de se loger et de se vêtir aujourd'hui, mais aussi demain et les jours qui suivent. Par conséquent, selon d'autres travaux, il est plus exact de mettre la barre monétaire de la classe moyenne à partir d'un revenu de 12 dollars par jour.

Du coup, le poids de la classe moyenne africaine sur le continent s'approcherait davantage des 13 % que des 34 %, représentant près de 143 millions d'Africains. Ce n'est donc plus un Africain sur trois qui appartiendrait à la classe moyenne mais un sur dix. Une classe moyenne africaine émerge (les Cheetahs au Kenya, les Black Diamonds en Afrique du Sud), mais les pauvres restent encore très majoritaires.

Le paradigme de la dépendance change mais persiste. Des trois facteurs clés de la croissance économique (technologie, capital et travail), deux viennent d'ailleurs. Les inventions de la troisième révolution industrielle qui changent le quotidien des Africains n'ont pas eu lieu en Afrique. De même, les transferts financiers des migrants, les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement représentent 2,5 fois le montant des capitaux privés investis par le secteur privé du continent.

Qu'il s'agisse d'un pays avec de bonnes performances comme le Rwanda ou d'un des pays les plus pauvres du monde comme le Burundi, l'aide étrangère continue d'assurer une part substantielle de leur budget national et donc de la viabilité financière des Etats africains. Pour le premier, celle-ci évolue entre 30 % et 40 % du budget national, tandis qu'avant la suspension de l'aide des bailleurs européens en 2016, celle-ci représentait plus de 50 % du budget burundais.

Du XX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle, la dépendance de l'Afrique est résiliente et elle présente toujours les mêmes symptômes. Ainsi, les pays producteurs de matières premières (hydrocarbures et minerais) n'ont pas profité de la décennie des cours élevés pour diversifier leur économie et restent prisonniers de l'évolution cyclique du marché des matières premières. Les accès de nationalisme des ressources des gouvernants quand les cours remontent dissimulent mal les rentes personnelles qu'ils retirent de cette servitude volontaire.

Le surendettement qui a frappé les économies africaines dans les années 1980 est de retour. Selon le FMI, huit pays sont en situation de surendettement (dont celui qui était la *success story* économique du continent, le Mozambique) et autant présentent un risque élevé d'y basculer. La dette publique en Afrique subsaharienne représentait 45 % du PIB fin 2017, en hausse de 40 % en trois ans ! Le gouvernement chinois, qui est désormais le grand prêteur de l'Afrique, s'inquiète maintenant ouvertement de la non-solvabilité de certains gouvernements africains.

La bonne vieille dépendance a néanmoins changé de visage : au XXI<sup>e</sup> siècle, ceux dont les gouvernements africains dépendent ne sont plus les mêmes. Dans un contexte où l'aide publique occidentale diminue tendanciellement et où les gouvernements occidentaux se désengagent d'Afrique (sauf évidemment en ce qui concerne la lutte contre les djihadistes), d'autres prêteurs (chinois ou arabes) et les multinationales sont devenues les nouveaux maîtres du jeu, comme l'a appris le président tchadien Idriss Déby à ses dépens.

L'émergence apparaît simultanément comme une actualisation du vocabulaire, l'autre mot pour dire développement au siècle de la globalisation, comme un concept déjà dépassé qui ne parlerait que de la première décennie de ce siècle et comme un coup de marketing par définition éphémère.

Pourtant, elle met au grand jour d'importantes et durables réalités :

- L'émergence est avant tout un rattrapage. Si le continent africain émerge, c'est aussi le dernier à le faire. En 2014, avec un milliard d'habitants, la production d'électricité sur le continent s'élevait à 80 GW, soit l'équivalent de celle de la Corée du Sud qui compte 51 millions d'habitants. De même, l'Afrique subsaharienne est le dernier continent qui se met à produire l'invention symbole du XX<sup>e</sup> siècle : l'automobile. Le rattrapage est certes en cours avec une timide reprise de la croissance depuis 2017, mais, compte tenu du fait que le reste du monde évolue économiquement et technologiquement de plus en plus vite, la course sera longue et probablement pas en ligne droite mais plutôt en zigzags.
- La question de la gouvernance publique reste centrale pour réduire la dépendance. Cela exige un gouvernement intègre, volontariste et capable d'agir dans la longue durée pour développer de manière endogène les facteurs de croissance. A ce titre, la formation de la main-d'œuvre africaine devrait être une priorité réelle au lieu d'être un engagement cosmétique des gouvernements.
- Après avoir été l'arrière-cour des puissances européennes et de leurs rivalités au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Afrique est au XXI<sup>e</sup> siècle l'arrière-cour des puissances émergentes et de leurs rivalités. Depuis le début du siècle, la Chine, le Brésil, l'Inde, la Turquie, la Corée du Sud, etc., ont développé de nouvelles relations multidimensionnelles avec les pays africains, y compris pour certains d'entre eux des relations militaires. La lutte entre le Qatar et l'Arabie saoudite résonne jusqu'au Sahel et dans la Corne de l'Afrique grâce à la diplomatie du pétrodollar à l'égard de gouvernements africains ayant désespérément besoin d'argent et prêts à se louer à un camp ou un autre.

L'Afrique est le lieu où les vrais émergents (asiatiques et arabes) projettent en premier leur nouvelle puissance et s'offrent de nouvelles clientèles dans le cadre d'une compétition acharnée. Même les vieilles puissances sur le retour (comme la Russie) y font aujourd'hui leur retour. A ce jeu, la Chine reste en tête. Pendant ces vingt dernières années, sa croissance l'a rendu avide de matières premières africaines et elle est désormais le premier partenaire commercial et premier bailleur bilatéral du continent.

Paradoxalement, ce qui émerge derrière l'émergence de l'Afrique, c'est avant tout la puissance chinoise. Or, dans un continent très dépendant financièrement, la position dominante chinoise n'est pas sans conséquence

politique pour les Africains, y compris en termes de politique intérieure. Les appuis qu'apporte Pékin au régime du président Kabila contre son peuple, en République démocratique du Congo (RDC), et la bienveillance de la Chine à l'égard de la mise à l'écart du président Mugabe au Zimbabwe sont les premiers indices d'ingérence de la part d'une nouvelle puissance internationale qui se targue d'être non impérialiste par nature mais s'implante militairement sur le continent et joue de sa domination économique quand bon lui semble.

Pratiquée par les Occidentaux et l'URSS pendant la guerre froide, la diplomatie du portefeuille et du clientélisme a encore de beaux jours devant elle dans une Afrique qui émerge... lentement.

**Thierry Vircoulon** est enseignant en sécurité et conflit en Afrique, Sciences Po – USPC.

